

perficie est dépassée, le droit est porté au double.]

- La date d'entrée en vigueur de l'art. 81 de la loi du 22 juillet 1993 sera fixée par le Roi.

- Il faut toutefois relever que la loi du 22 juillet 1993 dispose en son article 30, qui entre en vigueur le 1^{er} août 1993, que, dans l'article 5 du Code des droits de timbre, le nombre «150» est remplacé par le nombre «300». L'article 81 de la loi précitée semble déjà tenir compte de cette modification.

Art. 6. [Abrogé par L. 11 mai 1967, art. 1^{er}.]

Art. 7. Sont assujettis à un droit calculé à raison de [120] francs par feuillet, les registres de dépôt, d'inscription et de transcription tenus par les conservateurs des hypothèques, à l'exception du double du registre de dépôt et, le cas échéant, des registres reconstitués.

- Ainsi modifié par l'A.R. du 16 janvier 1975, art. 2, 3^o.

- En ce qui concerne la superficie du papier à utiliser, voy. l'A.Rég. du 18 septembre 1947, art. 5, *infra*, sous-rubrique *Dispositions particulières*.

Art. 8. Sont assujettis à un droit de [200] francs.

- Ainsi modifié par la loi du 22 juillet 1993, art. 31, qui entre en vigueur le 1^{er} août 1993.

1^o les actes des huissiers [de justice], autres que les protêts et que les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels; les expéditions, copies ou extraits d'actes;

2^o [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 33.];

3^o à 8^o [Abrogés par L. 10 octobre 1967 (art. 2) art. 31, § 1^{er}.];

9^o les contraintes tendant au recouvrement de sommes dont le paiement est poursuivi par les administrations et établissements publics;

10^o les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels, autres que ceux des notaires et des huissiers [de justice]; leurs expéditions, copies ou extraits;

11^o et 12^o [Abrogés par L. 12 juillet 1960 art. 33.];

13^o les extraits, délivrés à des particuliers, des registres de l'état civil et des registres tenus par les officiers de l'état civil pour les actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation et la perte de la nationalité; les certificats délivrés à des particuliers par les officiers de l'état civil, par les bourgmestres ou par leurs délégués, pour attester des faits résultant d'actes registres; les actes de publication de mariage;

14^o les certificats d'identité, de nationalité, de domicile ou de résidence et les certificats de bonne conduite ou de moralité, délivrés à des particuliers par les bourgmestres ou leurs délégués;

15^o les actes passés à l'intervention de particuliers ou qui leur sont délivrés soit en ori-

ginal, brevet, expédition, copie ou extrait, soit sous forme de certificat, lettre ou autre écrit quelconque, pour faire titre d'une concession, permission ou autorisation ayant pour objet l'usage du domaine public ou privé de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics ou l'exercice d'une activité dont le monopole est réservé à ces organismes, encore que le prix de la concession, permission ou autorisation aurait le caractère d'un impôt; les actes portant cession des droits résultant d'une concession, permission ou autorisation visée ci-dessus.

La présente disposition n'est toutefois pas applicable lorsque la concession, permission ou autorisation est consentie à titre gratuit ou pour une durée qui n'excède pas un jour;

16^o les actes passés ou délivrés dans les mêmes conditions, pour faire titre d'une autorisation, agrégation ou approbation qui est accordée, en exécution de lois et règlements de droit public ou administratif: a) aux fins de l'exercice d'une activité professionnelle; b) en vue d'établir, modifier, réparer ou supprimer des constructions, plantations ou ouvrages immobiliers de toute nature; c) en vue d'installer, modifier ou déplacer un établissement classé comme dangereux, insalubre ou incommode; d) en vue d'établir à demeure sur un immeuble, modifier ou déplacer, des enseignes, des objets en saillie sur la voie publique ou tous autres prévus par les règlements; e) en vue de détenir des pigeons voyageurs; f) en vue de représenter des films cinématographiques;

17^o les certificats d'immatriculation et les permis de circulation de véhicules automoteurs; les certificats d'immatriculation et les certificats ou licences de navigabilité d'aéronefs;

18^o les certificats de jaugeage des navires et bateaux, remis aux intéressés; les actes de dispense de jaugeage; les permis de navigation; les certificats de sécurité et les documents en tenant lieu; les lettres de mer; les certificats de propriété et ceux de nationalité des bateaux de pêche;

19^o les rôles d'équipages des navires de commerce et des bateaux de pêche; leurs expéditions, copies ou extraits;

20^o les duplicata, remis aux déposants, des actes de dépôts des demandes de brevets; ceux des descriptions et dessins déposés de l'objet des inventions;

21^o les copies ou extraits remis à des particuliers par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, de leurs registres ou documents et les certificats qu'ils leur délivrent d'après ceux-ci;

22^o les expéditions, copies ou extraits d'actes ou de documents quelconques délivrés à des particuliers par les administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des établisse-

ments publics, à l'exclusion de ceux qui sont délivrés d'office à titre de notification;

23^o les actes translatifs ou déclaratifs de propriété ou d'usufruit d'immeubles;

24^o les actes portant bail, sous-bail ou cession de bail d'immeubles.

Ne sont pas considérés comme immeubles, pour l'application de cette disposition, les coffres-forts donnés en location par des personnes, des associations, collectivités ou sociétés se livrant habituellement à la location de coffres-forts;

25^o les actes ou procès-verbaux de bornage ou de délimitation d'immeubles et les plans qui s'y rattachent;

26^o les bordereaux, requêtes ou autres pièces, signés ou non signés, dressés aux fins d'inscription, transcription, immatriculation, radiation ou mention marginale au bureau des hypothèques, à l'exception du double du bordereau écrit sur la même feuille de papier timbré que l'expédition du titre.

Art. 9. Sont assujettis à un droit de [75] francs, les reconnaissances de remise d'actes et pièces, les actes de refus de transcription de saisie, ainsi que les certificats, copies et extraits, délivrés par les conservateurs des hypothèques.

- Ainsi modifié par l'A.R. du 16 janvier 1975, art. 2, 5^o.

Art. 10. Sont assujettis à un droit de [9] francs, les protêts et les déclarations de refus d'acceptation ou de paiement qui en tiennent lieu.

- Ainsi modifié par l'A.R. du 16 janvier 1975, art. 2, 6^o.

Art. 11. Sont assujettis à un droit de [6] francs;

- Ainsi modifié par l'A.R. du 16 janvier 1975, art. 2, 7^o.

1^o les actes de prêt ou d'ouverture de crédit consentis par les banquiers et ceux contenant obligation ou reconnaissance de somme ou nantissement au profit de banquiers, lorsqu'ils ne sont pas autrement tarifés;

2^o [Abrogé par L. 5 mai 1970, art. 1^{er}.];

3^o les récépissés ou autres écrits, signés ou non signés, que délivrent à des particuliers les banquiers, les agents de change et les agents de change correspondants, pour constater une remise ou un dépôt de titres ou pièces; les récépissés de titres ou pièces qui leur sont délivrés par les particuliers;

4^o les arrêtés et extraits de compte, signés ou non signés, dressés par les banquiers à destination des particuliers, non compris les états de situation qui sont délivrés au titulaire d'un compte à titre de simple renseignement et sans mention d'intérêts, entre les dates fixées pour l'envoi périodique des extraits de compte;

5^o [Abrogé par L. 3 juillet 1972, art. 10.];

DROITS DE TIMBRE • Code
26 juin 1947. - ARRÊTÉ DU RÉGENT

6° les récépissés ou certificats, signés ou non signés, constatant le dépôt de titres en vue d'assister à une assemblée d'actionnaires ou d'obligataires et les décharges données lors du retrait de ces titres;

7° [Abrogé par L. 14 juillet 1951, art. 2.]

Art. 12. Les droits fixés par les articles précédents du présent chapitre ne s'appliquent qu'aux actes et écrits dressés en Belgique.

Art. 13. [Abrogé par L. 21 décembre 1962, art. 1^{er}.]

Art. 14. [Abrogé par L. 28 décembre 1990, art. 50, 1^o.]

Art. 15. [Abrogé par L. 8 août 1980, art. 86.]

Art. 16 à 18. [Abrogés par L. 14 avril 1965, art. 20, 1^o à 3^o.]

Art. 19. Sauf disposition contraire, le droit établi [par les articles 4 et 8 à 14] ne s'applique qu'aux écrits qui portent la signature ou le paraphe, apposés à la main ou autrement, de celui ou de l'un de ceux dont ces écrits émanent.

- Ainsi modifié par la loi du 28 décembre 1990, art. 45.

Art. 20. [Abrogé par L. 14 avril 1965, art. 22.]

Art. 21. Le droit est fixé à [200] F pour tous actes et écrits, signés ou non signés, autres que ceux qui sont tarifés [par les articles 4 à 12].

- Ainsi modifié par la loi du 28 décembre 1990, art. 46 et par la loi du 22 juillet 1993, art. 32, qui entre en vigueur le 1^{er} août 1993.

CHAPITRE III
EXIGIBILITÉ DES DROITS

Art. 22. Les actes et écrits tarifés [par les articles 4 et 8 à 12] sont assujettis au droit de timbre dès le moment où ils sont dressés. [...].

- Ainsi modifié par les lois du 14 avril 1965, art. 24 et du 28 décembre 1990, art. 47.

Art. 23. Le droit de timbre des répertoires et registres tarifés [par les articles 5 et 7] est dû au moment de leur mise en usage.

- Ainsi modifié par la loi du 11 mai 1967, art. 2.

Est considérée comme une mise en usage, la formalité de cote et paraphe à laquelle ces répertoires et registres sont assujettis.

Art. 24. [Abrogé par L. 14 avril 1965, art. 25.]

Art. 25. Tous actes et écrits autres que ceux dont il est question [aux articles 22 et 23] sont assujettis au droit de timbre par le fait.

- Ainsi modifié par la loi du 14 avril 1965, art. 26.

1° de leur présentation à la formalité de l'enregistrement;

2° de leur dépôt au rang des minutes d'un notaire;

3° de leur annexe à un acte ou registre assujéti au timbre par les articles 4 à 12.

Il y a annexe, au sens du présent article, non seulement quand un acte ou registre déclare l'écrit annexé, mais encore quand se produit le fait qui rend la jonction obligatoire en vertu d'une disposition légale ou réglementaire.

[L. 21 décembre 1962, art. 4. - Le présent article n'est pas applicable aux chèques [...], accreditifs, bons ou mandats de virement, [billets de banque à ordre et autres effets de commerce], qui sont annexés aux protêts.]

- Ainsi modifié par les lois du 5 mai 1970, art. 3 et du 28 décembre 1990, art. 48.

Art. 26. [Abrogé par L. 28 décembre 1990, art. 50, 2^o.]

Art. 27. [Abrogé par L. 14 avril 1965, art. 27.]

Art. 28. À moins qu'il n'en soit autrement disposé, lorsqu'un acte ou écrit est fait en plusieurs doubles ou originaux, le droit de timbre est dû, dans les conditions indiquées [aux articles 22, 23, [et 25]], sur chacun de ses exemplaires.

- Ainsi modifié par les lois du 14 avril 1965, art. 28 et du 28 décembre 1990, art. 49.

Art. 29. Le paiement du droit de timbre ne peut être différé sous le prétexte que le fait juridique dont l'acte forme titre serait subordonné à une condition suspensive, une approbation, une autorisation ou une homologation.

CHAPITRE IV
RÈGLES PARTICULIÈRES
À CERTAINES CATÉGORIES DE DROITS

Art. 30. [A.R. n° 12 du 18 avril 1967,

art. 31. - Sans préjudice des dispositions résultant de lois particulières, il ne peut être fait usage, pour les actes visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, et les répertoires visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, que de papiers timbrés débités par l'administration, dont les dimensions et la superficie sont fixées par arrêté royal.

Le Ministre des finances ou son délégué peut, dans des cas particuliers, accorder des dérogations à la règle exprimée à l'alinéa 1^{er}.]

- Aux termes de l'art. 231 de la loi du 22 décembre 1989, lequel n'est cependant pas encore en vigueur, l'art. 30 est remplacé par la disposition suivante:

[Sans préjudice des dispositions résultant de lois particulières, le Roi est autorisé, pour les actes visés à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, et les répertoires visés à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, à fixer les conditions auxquelles doit satisfaire le papier utilisé, à prescrire

l'emploi de papier vendu par l'administration et à régler les modalités de la vente de ce papier.

Le Ministre des finances peut fixer le prix du papier débité par l'administration.

Le Ministre des finances ou son délégué peut, dans des cas particuliers, accorder des dérogations aux règles fixées par l'arrêté royal pris en exécution de l'alinéa 1^{er}.]

Art. 31. [A.R. n° 12 du 18 avril 1967, art. 32. - Pour les expéditions, copies ou extraits visés à l'article 4, alinéa 2, et le double du répertoire visé à l'article 5, alinéa 2, les notaires et les huissiers de justice peuvent utiliser du papier autre que les papiers timbrés débités par l'administration selon les prévisions de l'article 30. Le Ministre des finances peut statuer les conditions auxquelles doit satisfaire le papier utilisé.

- Voy. l'A.M. du 17 juillet 1967 relatif à l'exécution de l'article 31 (Mon. 4 août 1967; B.L. p. 755).

Les papiers timbrés débités par l'administration peuvent aussi être utilisés pour la rédaction des écrits visés à l'alinéa 1^{er}. Le droit ainsi payé reste acquis à l'État.]

- Aux termes de l'art. 232 de la loi du 22 décembre 1989, lequel n'est cependant pas encore en vigueur, l'art. 31 est remplacé par la disposition suivante:

[Pour les expéditions, copies ou extraits visés à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, et le double du répertoire visé à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, les notaires et les huissiers de justice peuvent utiliser du papier ne répondant pas aux prescriptions fixées en application de l'article 30. Le Ministre des finances peut fixer les conditions auxquelles doit satisfaire le papier utilisé.]

Art. 32. [A.R. n° 12 du 18 avril 1967, art. 33. - Pour l'application de l'article 4, alinéa 1^{er}, et de l'article 5, alinéa 1^{er}, toute feuille d'écriture commencée est comptée comme feuille entière.

Pour l'application de l'article 4, alinéa 2, et de l'article 5, alinéa 2, tout groupe de quatre pages commencé est compté pour un groupe entier.

Toutefois, l'espace demeuré libre d'une feuille de papier timbré ayant servi à la rédaction d'un acte visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, ou d'un groupe de quatre pages ayant servi à la rédaction d'une expédition, copie ou extrait visé à l'article 4, alinéa 2, peut être employé pour écrire un autre acte tarifé par les mêmes dispositions.]

- Aux termes de l'art. 233 de la loi du 22 décembre 1989, lequel n'est cependant pas encore en vigueur, l'art. 32 est remplacé par la disposition suivante:

[Pour l'application des articles 4, § 1^{er}, et 5, § 1^{er}, tout groupe de quatre pages commencé est compté pour un groupe entier.

Toutefois, l'espace demeuré libre d'un groupe de quatre pages ayant servi à la rédaction d'un acte visé à l'article 4, § 1^{er}, peut être employé pour écrire un autre acte tarifé par la même disposition.]

Art. 33. [L. 9 mai 1959, art. 9, 9^o. - Les papiers timbrés employés pour les actes, procès-

verbaux, expéditions, copies ou extraits visés à l'article 4 ne peuvent contenir, compensation faite d'une feuille à l'autre, plus de cinquante lignes par page et vingt syllabes par ligne.]

- L'art. 33 est abrogé par la loi du 22 décembre 1989, art. 234, qui n'est cependant pas encore en vigueur.

Art. 34. [Abrogé par L. 11 mai 1967, art. 3.]

Art. 35. Les feuillets des registres des conservateurs des hypothèques assujettis au droit de timbre ont une hauteur de 0,46 m et une largeur de 0,30 m.

Art. 36. Les conservateurs des hypothèques doivent, pour la rédaction des actes visés à l'article 9, faire usage des papiers timbrés spécialement débités à cette fin par l'Administration.

Il est fait exception à cette règle lorsque lesdits actes sont écrits à la suite ou en marge d'un autre.

Art. 37. [Abrogé par L. 10 juin 1997, art. 11.]

- En vertu de l'art. 10, al. 1^{er}, de l'A.R. du 15 septembre 1997, la loi du 10 juin 1997 produit ses effets pour la première fois aux effets de commerce présentés au paiement le 23 septembre 1997.

Art. 38. Les feuilles timbrées [au taux de [300] francs], débitées par l'administration selon les prévisions de l'article 30, peuvent être utilisées pour la rédaction des actes et écrits visés aux articles 8 et 21. Le droit ainsi payé reste acquis à l'État.

- Ainsi modifié par la loi du 22 juillet 1993, art. 33, qui entre en vigueur le 1^{er} août 1993.

- L'art. 38 est abrogé par la loi du 22 décembre 1989, art. 235, qui n'est cependant pas encore en vigueur.

Art. 39. [Abrogé par L. 28 décembre 1990, art. 50, 3^o.]

Art. 40 et 41. [Abrogés par L. 14 avril 1965, art. 30, 1^o et 2^o.]

CHAPITRE V

AMENDES POUR CONTRAVENTION À L'OBLIGATION D'ACQUITTER LE DROIT DE TIMBRE. - DÉBITEURS DES DROITS ÉLUDÉS.

Art. 42. Pour toute contravention à l'obligation d'acquitter le droit de timbre sur les écrits visés aux articles 4, 8, 9 et 10, il est dû une amende égale à dix fois le droit éludé, avec minimum de [1.000] francs, savoir: par les fonctionnaires, officiers publics ou magistrats, pour les écrits dressés par eux ou à leur intervention, et, pour ce qui concerne les autres actes, individuellement et sans recours, par chacun de leurs auteurs ou signataires.

- Ainsi modifié par la loi du 22 juillet 1993, art. 34, applicable aux contraventions commises à partir du 26 juillet 1993.

La même amende est due par les notaires ou les huissiers [de justice] en cas de contravention à l'article 33.

- L'art. 42, al. 2, est abrogé par la loi du 22 décembre 1989, art. 236, qui n'est cependant pas encore en vigueur.

Art. 43. [L. 11 mai 1967, art. 4. - Les notaires et les huissiers de justice encourrent une amende égale à dix fois le droit éludé, pour toute contravention à l'obligation d'acquitter le droit de timbre sur les répertoires prévus à l'article 5.]

Art. 44. Pour toute contravention à l'obligation d'acquitter le droit de timbre sur les actes et écrits tarifés par l'article 11, il est dû une amende de [400] francs, individuellement et sans recours, par chacun de leurs auteurs ou signataires et par les banquiers, agents de change ou agents de change correspondants qui les acceptent.

- Ainsi modifié par la loi du 22 juillet 1993, art. 35, applicable aux contraventions commises à partir du 26 juillet 1993.

Art. 45. [Abrogé par L. 28 décembre 1990, art. 50, 4^o.]

Art. 46. [Abrogé par L. 8 août 1980, art. 86.]

Art. 47 et 48. [Abrogés par L. 14 avril 1965, art. 30, 2^o et 3^o.]

Art. 49. Encourent une amende de [1.000] francs par contravention:

- Ainsi modifié par la loi du 22 juillet 1993, art. 36, applicable aux contraventions commises à partir du 26 juillet 1993.

1^o le notaire qui accepte le dépôt au rang de ses minutes d'un acte ou écrit non revêtu du timbre prescrit;

2^o toute personne qui annexe à un acte ou registre assujetti au droit de timbre par les articles 4 à 12 un acte ou écrit non régulièrement timbré;

3^o le receveur qui enregistre pareil acte ou écrit.

Toutefois les notaires peuvent faire viser pour timbre, en même temps qu'ils les font enregistrer, les actes et écrits annexés ou déposés, lorsque ceux-ci ont été dressés en contravention aux dispositions du présent code.

Art. 50. Les personnes qui ont encouru les amendes édictées par les dispositions du présent chapitre, sont tenues solidairement au paiement du droit éludé, sauf leur recours s'il y a lieu.

Art. 51. Les provinces, les communes, les établissements publics et les particuliers sont solidairement débiteurs des droits éludés et des amendes du chef des contraventions commises par leurs fonctionnaires, employés ou préposés agissant en cette qualité.

CHAPITRE VI DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 52. [L. 11 mai 1967, art. 5. - Il est fait défense aux juges de coter et parapher, avant complet paiement du droit, un répertoire assujetti au droit de timbre en vertu de l'article 5, à peine d'une amende de 1.000 francs pour chaque contravention.]

Art. 53. [Abrogé par L. 28 décembre 1990, art. 50, 5^o.]

Art. 54. Sont assimilées aux banquiers, pour l'application du présent Code, toutes personnes physiques ou morales qui reçoivent habituellement des dépôts de sommes, à l'exception des sociétés ou entreprises de capitalisation, de la Caisse des dépôts et consignations [et de l'Office des chèques postaux].

- Ainsi modifié par la loi du 5 mai 1970, art. 4.

Art. 55. [Abrogé par L. 14 avril 1965, art. 30, 4^o.]

Art. 56. Lorsqu'un acte est exempté du droit de timbre en raison de sa destination ou de la qualité de la personne à laquelle il est délivré, il ne peut servir à d'autres fins ou à d'autres personnes, sous peine d'une amende égale à vingt fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à [1.000] francs, outre le paiement de ce droit. Ladite amende est encourue, individuellement et sans recours, par quiconque contrevient à cette défense.

- Ainsi modifié par la loi du 22 juillet 1993, art. 37, applicable aux contraventions commises à partir du 26 juillet 1993.

Art. 57. Est réputé non avenu le paiement du droit de timbre qui n'est pas fait conformément au mode déterminé par le présent code ou par l'arrêté royal pris en exécution de celui-ci.

Est pareillement réputé non avenu l'emploi d'un timbre adhésif qui a été altéré ou dont l'apposition ou l'annulation n'est pas conforme au mode prescrit par l'arrêté royal pris en exécution du présent Code, de même que le timbrage effectué par les redevables à l'aide de machines à timbrer, en dehors des conditions fixées par ledit arrêté.

Toutefois, le Ministre des finances ou son délégué peut relever en tout ou en partie les contrevenants de cette sanction.

CHAPITRE VII VISA POUR TIMBRE EN DÉBET

Art. 58. Sont visés pour timbre en débet, lorsqu'il y a lieu à l'exigibilité du droit:

1° [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 125, A. - les actes faits à la requête de la personne qui a obtenu l'assistance judiciaire pour la procédure à laquelle lesdits actes se rattachent, y compris les actes d'exécution du jugement et de l'arrêt.

Il doit être fait mention de l'admission à l'assistance dans tous les actes qui en bénéficient. Cette mention doit indiquer la date de la décision et la juridiction ou le bureau d'assistance qui l'a rendue.

Les droits sont recouvrés, ainsi que les autres frais, conformément aux dispositions du Code judiciaire];

2° [L. 10 octobre 1967, (art. 3) art. 125, B. - les actes relatifs aux procédures en matière de faillite, lorsque la gratuité a été ordonnée par le tribunal.

Il doit être fait mention de la gratuité de la procédure dans tous les actes qui en bénéficient.

Les droits sont recouvrés, ainsi que les autres frais, conformément aux dispositions du Code judiciaire];

3° [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 125, C. - les actes relatifs aux demandes en interprétation ou en rectification d'un jugement ou arrêt.

Les droits sont recouvrés conformément aux dispositions du Code judiciaire];

4° les actes faits à la requête et pour la défense des prévenus ou accusés en matière criminelle, correctionnelle ou de police, qu'il y ait ou non partie civile en cause, y compris les actes auxquels donne lieu le cautionnement à fournir pour obtenir la mise en liberté provisoire d'un inculpé détenu préventivement.

Les droits sont compris dans les frais de justice et recouvrés à ce titre sur la partie condamnée à les supporter;

5° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 34.]

CHAPITRE VIII EXEMPTIONS

Art. 59-[1]. Sont exemptés du droit de timbre:

- Ainsi modifié par la loi du 23 décembre 1958, art. 34, al. 2.

1° les actes dressés ou délivrés en matière électorale;

2° les actes dressés ou délivrés pour l'exécution des lois et règlements sur la milice, la rémunération en matière de milice et les réquisitions militaires;

3° les actes dressés ou délivrés pour l'exécution des lois et règlements se rapportant à la

mobilisation de la nation et la protection de la population en cas de guerre, aux réquisitions et engagements volontaires civils et aux contrats différés passés en temps de paix;

4° les actes dressés ou délivrés pour l'exécution des lois et règlements en matière d'impôts au profit de l'État, de la Colonie, des provinces, des communes, des polders et wateringen, [...];

- Ainsi modifié par la loi du 23 décembre 1958, art. 34.

5° les actes dressés ou délivrés en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

5°bis [L. 25 juin 1956, art. 50. - les actes dressés ou délivrés pour exécution de la loi sur le remembrement légal de biens ruraux] [et de la loi portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure];

- Ainsi complété par la loi du 12 juillet 1976, art. 73.

5°ter [L. 29 mars 1962, art. 70, c. - les actes relatifs à l'exécution du titre 1^{er} de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme];

5°quater [L. 10 janvier 1978, art. 63. - les actes dressés ou délivrés pour l'exécution de la loi portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux];

5°quater [L. 27 juin 1978, art. 16, B. - les actes de cession d'un site d'activité économique désaffecté à l'État ou à une autre personne de droit public];

- On remarquera que, par deux fois, le législateur a introduit un 5°quater.

6° les extraits des registres de l'état civil ou des registres tenus par les officiers de l'état civil pour les actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation et la perte de la nationalité, lorsque ces extraits sont délivrés aux autorités judiciaires ou aux administrations de l'État, de la colonie, des provinces, des communes ou des établissements publics.

[A.R. n° 3 du 24 décembre 1980, art. 9. - La présente disposition n'est pas applicable aux extraits délivrés à la Caisse générale d'épargne et de retraite];

6°bis [L. 1^{er} août 1985, art. 9. - les extraits des registres de l'état civil et des registres tenus par les officiers de l'état civil pour les actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation et la perte de la nationalité, les certificats établis par les officiers de l'état civil, par les bourgmestres ou par leurs délégués, pour attester des faits résultant desdits registres, les certificats d'identité, de nationalité, de domicile ou de résidence et les certificats de bonne conduite ou de moralité, établis par les bourgmestres ou leurs délégués, lorsque ces extraits et certificats sont délivrés à toute personne qui déclare que ces documents doivent être produits afin d'obtenir un

emploi, de poser sa candidature et de prendre part à des examens ou épreuves en vue d'un engagement éventuel];

7° [L. 12 juillet 1976, art. 57, § 3. - les actes dressés ou délivrés pour l'exécution de la loi relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles];

8° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 35, a.];

9° les diplômes de décorations nationales et les extraits d'arrêtés royaux autorisant le port de décorations étrangères; [les actes dressés ou délivrés aux fins d'en justifier l'obtention]; - Ainsi modifié par la loi du 14 juillet 1951, art. 6, 1°.

10° les copies ou extraits des matrices, plans et autres documents cadastraux;

11° les certificats apposés par les conservateurs des hypothèques ou par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, à la suite des actes, bordereaux, requêtes ou autres pièces, en vue de constater l'accomplissement des formalités hypothécaires ou relatives à l'inscription du privilège agricole; [les copies visées à l'article 137 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851];

- Ainsi modifié par la loi du 9 février 1995, art. 6, § 4, dont, aux termes de l'art. 8 de ladite loi, l'entrée en vigueur sera fixée par le Roi.

12° [L. 8 juillet 1976, art. 147. - les actes qui, par application de la loi organique des centres publics d'aide sociale, constatent la remise ou l'apport de biens aux centres publics [...] d'aide sociale ou aux associations, créées en vertu de la loi précitée, ou portent partage, après dissolution ou division [...] d'une association susvisée; leurs expéditions, copies ou extraits];

- Ainsi modifié par la loi du 5 août 1992, art. 72.

12°bis [L. 15 avril 1958, art. 15. - les expéditions, copies ou extraits délivrés par le greffier du Conseil d'État];

13° [L. 12 juillet 1960, art. 35, b. - les actes judiciaires, y compris les actes des greffiers ou passés devant eux; les actes des officiers du ministère public; les expéditions, copies ou extraits de jugements et arrêts, d'actes ou écrits quelconques, délivrés par les greffiers des cours et tribunaux, à l'exclusion de ceux tirés des registres de l'état civil ou de nationalité visés par l'article 8, 13°];

14° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 35, c.];

15° [Abrogé par L. 10 octobre 1967 (art. 2) art. 31, § 2.];

16° [L. 2 août 1963, art. 49, § 1^{er}. - les actes dressés ou délivrés pour l'application des lois concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et en matière administrative];

17° les pourvois en cassation du ministère public et leurs significations;

18° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 35, c.];

19° les copies accompagnant les pièces déposées au greffe du tribunal en vue de la publicité instituée par la loi sur les sociétés commerciales;

20° les exploits et autres actes faits en matière répressive, à la requête des officiers du ministère public et des autres fonctionnaires ou administrations auxquels la loi confie l'action pour l'application des peines; les [actes des experts, de ces fonctionnaires] ou administrations faits ou dressés en la même matière. Il est mis en tête desdits actes les mots *Pro Justitia*;

- Ainsi modifié par la loi du 12 juillet 1960, art. 35, d.

20°bis [L. 12 juillet 1960, art. 35, e. - les actes auxquels donnent lieu les procédures [...] en matière civile ou disciplinaire, lorsque le ministère public ou le juge de paix agit d'office];

- Ainsi modifié par la loi du 10 octobre 1967 (art. 3) art. 126, A.

21° les procès-verbaux dressés par les directeurs des prisons ou des établissements y assimilés, pour constater les déclarations d'opposition, d'appel ou de recours en cassation, faites, en matière répressive, par les personnes détenues ou internées, et les expéditions de ces procès-verbaux transmises aux officiers du ministère public ou aux greffiers compétents;

22° les actes relatifs à l'exécution de la contrainte par corps, en matière répressive, à l'exception de ceux qui se rapportent à la créance de la partie civile;

23° les actes relatifs à l'exécution de la loi sur la réhabilitation en matière pénale et ceux relatifs à l'exécution de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude;

24° les actes relatifs aux procédures devant le conseil d'enquête maritime;

25° les actes relatifs aux procédures devant le conseil des prises;

26° et 27° [Abrogés par L. 10 octobre 1967 (art. 2) art. 31, § 2.];

28° les actes relatifs aux procédures devant les juges de paix, lorsque le montant de la demande principale n'excède pas le taux du dernier ressort, ou lorsqu'il s'agit d'une procédure en matière de pension alimentaire [ou formée conformément à l'article 221 du Code civil]; [les actes relatifs aux procédures devant les tribunaux de commerce], lorsqu'il s'agit de contestations basées sur les dispositions du livre II du Code de commerce ou de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial, si le montant de la demande principale n'excède pas le taux du dernier ressort en justice de paix];

- Ainsi modifié par les lois du 28 juin 1948, art. 4, du 10 octobre 1967 (art. 3) art. 126, B, du 15 juillet 1970, art. 74, § 2 et du 22 décembre 1989, art. 237, 1°.

28°bis [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 126, C. - les exploits d'huissier de justice dressés en remplacement d'un pli judiciaire dans le cas prévu à l'article 46, § 2, du Code judiciaire.

L'exploit doit mentionner, en tête, qu'il est significatif en remplacement d'un pli judiciaire et indiquer l'article du Code judiciaire en vertu duquel la signification a été faite];

29° [L. 30 avril 1958, art. 7, § 27, B. - les actes relatifs aux procédures instituées par les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi et du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime, au sujet de la capacité du mineur d'engager son travail et de toucher son salaire ou rémunération];

30° [L. 12 juillet 1960, art. 35, f. - les actes faits à la requête des officiers du ministère public et relatifs à l'exécution de commissions rogatoires émises de juges étrangers];

31° [Abrogé par L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, D.];

32° [L. 18 juillet 1991, art. 18. - les actes relatifs aux procédures instituées par la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux et par les articles 488bis, a à k, du Code;

- Aux termes de l'A.R. du 19 juillet 1991, cette disposition est entrée en vigueur le 28 juillet 1991.

33° les actes relatifs à l'exécution [des dispositions du Code judiciaire concernant la mise à la retraite des magistrats];

- Ainsi modifié par la loi du 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, E.

34° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 35, h.];

35° les actes relatifs à l'exécution de la loi sur le registre du commerce [et de la loi sur le registre de l'artisanat], à l'exclusion des actes qui se rattachent [aux actions en rectification ou en radiation introduites par des tiers];

- Ainsi modifié par les lois du 3 juillet 1936, art. 46, et du 18 mars 1965, art. 35.

36° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 35, h.];

37° [L. 10 juin 1997, art. 12. - les protêts];

- En vertu de l'art. 10, al. 1°, de l'A.R. du 15 septembre 1997, la loi du 10 juin 1997 produit ses effets pour la première fois aux effets de commerce présentés au paiement le 23 septembre 1997.

38° les déclarations remplaçant les protêts faute de paiement, inscrites sur les chèques par une chambre de compensation;

39° [Abrogé par L. 28 décembre 1990, art. 50, 6°.];

40° [Abrogé par L. 28 décembre 1990, art. 50, 7°.];

41° les extraits ou certificats d'inscriptions ou de transfert au Grand-livre de la Dette publique belge [...]; les bulletins de souscription ainsi que les reçus ou récépissés dressés à l'occasion de l'émission, du paiement ou de l'échange des titres de la Dette publique belge en général [...];

- Ainsi modifié par la loi du 22 décembre 1989, art. 237, 2°.

42° à 44°bis [Abrogés par L. 14 avril 1965, art. 30, 5°.];

45° les certificats, les actes de notoriété, les procurations, les autorisations y compris les requêtes pouvant s'y rapporter, et les extraits des registres tenus par les officiers de l'état civil, lorsque ces pièces sont dressées ou délivrées pour être produites aux services du grand livre de la dette publique belge, [...], à la Caisse des dépôts et consignations, [aux caisses de retraite, d'assurances et de rentes - accidents du travail de la Caisse générale d'épargne et de retraite], ainsi qu'aux sociétés mutualistes, caisses d'épargne, de retraite, de prévoyance ou de secours reconnues par le gouvernement, instituées avec l'approbation de l'autorité administrative ou soumises au contrôle de celle-ci, [...];

- Ainsi modifié par la loi du 5 mai 1970, art. 6, par l'A.R. n° 3 du 24 décembre 1980, art. 10 et par la loi du 22 décembre 1989, art. 237, 3°.

45°bis [L. 5 mai 1970, art. 7. - les récépissés délivrés pour constater la remise de livrets d'épargne ou de dépôt à ou par l'établissement émetteur et les arrêtés de compte portés sur ces livrets];

45°ter [L. 6 août 1993, art. 23. - les récépissés délivrés ou dressés pour constater la remise ou le dépôt de titres au porteur en vue de leur dématérialisation ou pour constater l'inscription de valeurs mobilières dans les comptes visés à l'article 1°, 3°, de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire et à l'article 1°, § 1°, alinéa 3, de la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôts, ainsi que les arrêtés et extraits des comptes sur lesquels sont inscrits ces titres];

46° les actes dressés ou délivrés pour le service des Caisses publiques de prêts, y compris les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers mis en gage;

47° [L. 19 juillet 1971, art. 17. - toutes les pièces administratives produites à l'appui d'une demande d'allocation ou de prêt d'études ou à l'occasion de celle-ci par les requérants et les bénéficiaires];

47°bis [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 126, F. - les actes relatifs aux contestations en matière de contrats de louage de travail, de contrats d'apprentissage et de contrats de formation professionnelle accélérée, aux contes-